

CONVENTION
Relative à la campagne nationale de vaccination
contre les infections à papillomavirus humains dans les collèges

Conclue entre :

LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU BAS-RHIN SITUEE 16 RUE DE LAUSANNE A STRASBOURG

Représentée par :

Monsieur Maxime Rouchon, Directeur

Ci-après dénommée « la caisse du Bas-Rhin »

Et

LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU HAUT-RHIN SITUEE 19 BVD DU CHAMP DE MARS A COLMAR

Représentée par :

Monsieur Christophe Lagadec, Directeur

Ci-après dénommée « la caisse du Haut-Rhin »

Le cas échéant, la caisse du Bas-Rhin et la caisse du Haut-Rhin peuvent être dénommées ensemble « Les caisses ».

D'une part,

Et

LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE, CENTRE DE VACCINATION, DONT LE SIEGE EST SITUE PLACE DU QUARTIER BLANC A STRASBOURG

Représenté par :

M. Frédéric Bierry, Président

Ci-après dénommé « la Collectivité » OU la « CeA » OU « le centre de vaccination »

D'autre part,

- VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;
- VU l'article L. 3111-11 et D. 3111-22 du code de la sante publique ;
- VU l'article L.162-17 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'article L. 251-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU l'article L. 182-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU l'instruction interministérielle n° DGS/SP/MVP/DGESCO/2023/87 du 5 juillet 2024 relative à l'organisation d'une campagne nationale de vaccination contre les infections à papillomavirus humains (HPV) au collège à partir de la rentrée scolaire 2024-2025.

PREAMBULE

La vaccination contre les infections à papillomavirus humains (HPV) prévient jusqu'à 90 % des infections HPV, très fréquentes, hautement transmissibles et à l'origine de lésions précancéreuses et/ou de cancers du col de l'utérus, de la vulve, du vagin et de l'anus.

En France, la vaccination contre les infections à papillomavirus humains (HPV) a été recommandée chez les filles en 2007 et chez les garçons en 2021. Elle repose sur un schéma vaccinal à deux doses de Gardasil 9® chez les jeunes de 11 à 14 ans.

Ainsi que l'ont démontré des expérimentations régionales de vaccination à l'école, sur la base d'exemples étrangers, la vaccination contre les HPV en milieu scolaire est un des leviers les plus efficaces pour augmenter la couverture vaccinale.

Afin d'améliorer la couverture vaccinale chez les filles et les garçons, une campagne nationale de vaccination contre les HPV en milieu scolaire sera ainsi déployée annuellement en France à partir de la rentrée scolaire 2024-2025

La vaccination contre les HPV sera proposée gratuitement à tous les collégiens âgés de 11 à 14 ans et scolarisés en classe de cinquième dans un établissement public relevant du Ministère de l'Education Nationale et de la jeunesse ou privé volontaire, conformément aux modalités définies dans l'instruction interministérielle N° DGS/SP/MVP/DGESCO/2023/87 du 5 juillet 2024.

Aux termes de l'article L. 3111-11 du Code de la santé publique, les dépenses afférentes aux vaccins sont prises en charge, pour les assurés sociaux et/ou leurs ayants droit, par les organismes d'assurance maladie dont ils relèvent.

Ces dépenses sont également prises en charge par l'aide médicale de l'Etat (AME) telle que définie aux trois premiers alinéas de l'article L.251-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) et selon les modalités prévues à l'article L. 182-1 du Code de la sécurité sociale (CSS).

La facturation dématérialisée de ces dépenses est opérée dans les conditions prévues à l'article L. 161-35 du même code.

Une convention conclue entre, d'une part, chaque établissement ou organisme habilité désigné par les agences régionales de santé pour participer à la campagne HPV dans les collèges (dénommés ci-après « Centre de vaccination ») et, d'autre part, les caisses d'assurance maladie de la zone géographique auquel il se rattache établissent les modalités de facturation des vaccins HPV. Elle prévoit également la possibilité, pour le centre de vaccination contractant avec les caisses dans ce cadre, de faire intervenir des professionnels de santé extérieurs qui seront rémunérés par vacations, réglées par le Régime général de la Sécurité sociale.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de la prise en charge financière des vaccins délivrés par les centres de vaccination dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre les infections à papillomavirus (HPV) au collège à partir de la rentrée scolaire 2024. Elle prévoit également la possibilité pour le centre de vaccination de faire intervenir des professionnels de santé extérieurs, et définit les modalités de leurs rémunérations par vacation, réglées par le Régime général.

Article 2 : Etablissements concernés

La présente convention s'applique aux établissements et organismes habilités désignés par les agences régionales de santé (ARS) pour participer à la campagne de vaccination HPV dans les collèges (dénommés ci-après « centre de vaccination »). Ces centres de vaccination figurent sur la liste établie et mise à jour annuellement par la Collectivité européenne d'Alsace selon les informations communiquées par les ARS.

Cette liste indique notamment : le nom du centre, ses coordonnées, son numéro d'identification FINESS, et ses numéros et/ou date d'habilitation.

TITRE I Prise en charge des vaccins administrés dans les centres de vaccination
--

Le présent titre a pour objet d'organiser la prise en charge par l'Assurance maladie, des vaccins administrés par les centres de vaccination.

Article 3 : Bénéficiaires concernés

Les bénéficiaires concernés par les dispositions de la présente convention sont :

- Les assurés sociaux et/ou leurs ayants droit ;
- Les bénéficiaires de l'Aide Médicale de l'Etat (AME).

Article 4 : Prestations prises en charge

Sont pris en charge les vaccins contre les papillomavirus (HPV) inscrits sur la liste des spécialités remboursables par l'assurance maladie et administrés dans le cadre de la campagne nationale de vaccination HPV au collège.

Article 5 : Principes de prise en charge

Les caisses versent directement au centre de vaccination, le montant des prestations dues, pour les assurés et ayant droits du régime général, les Sections Locales Mutualistes (SLM), de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et des régimes spéciaux ainsi que pour les bénéficiaires de l'AME, sur la base d'informations individualisées permettant d'assurer une traçabilité des vaccins remboursés et des bénéficiaires.

La participation des caisses intervient selon les conditions de prise en charge suivantes :

- Sur la base du prix négocié et dans la limite du prix public TTC. Le centre de vaccination adresse aux caisses, au 1er janvier de chaque année et lors de chaque modification, la copie du ou des marchés passés avec le(s) fournisseur(s) du vaccin HPV inscrit sur la liste des spécialités remboursables par l'assurance maladie, mentionnée au premier alinéa de l'article L.162-17 du CSS ;
- Le taux de prise en charge de l'assurance maladie est fixé à 100% ;
- La prise en charge est intégrale pour les bénéficiaires de l'AME.

Cas particuliers :

- Les adolescents dont les parents auront donné leur autorisation à la vaccination contre les HPV mais qui ne disposent pas de droits ouverts à l'assurance maladie ou à l'AME pourront être vaccinés. Le coût du vaccin sera alors pris en charge en totalité sur le Fonds d'Intervention Régional (FIR).
- Si d'autres vaccins sont administrés dans le cadre de la campagne HPV, ils seront pris en charge selon les conditions de droit commun en remboursement de la part obligatoire, le ticket modérateur restant à la charge du centre de vaccination.
Leur taux de prise en charge est fixé à 100% dans les cas suivants :
 - Dans le cadre d'une exonération due à une affection de longue durée (ALD) ;
 - Dans le cadre d'une exonération prévention concernant le vaccin Rougeole Rubéole Oreillons pour les bénéficiaires de moins de 18 ans ;
 - Pour les bénéficiaires de l'AME et de la Complémentaire santé solidaire (C2S).

Les modalités de facturation de ces vaccins (autres que HPV) sont définies dans les textes conventionnels pouvant être conclus entre le centre de vaccination et les caisses ou l'ARS.

Article 6 : Modalités de facturation des vaccins HPV

L'administration de vaccins HPV par le centre de vaccination est gratuite pour le bénéficiaire. Elle donne lieu à une facturation par la structure précitée afin d'obtenir le remboursement par l'assurance maladie. Dans l'attente de la mise en œuvre de la facturation dématérialisée, la facturation des vaccins HPV administrés aux bénéficiaires par le centre de vaccination est réalisée dans le cadre d'un circuit de facturation unique.

Le Régime général est l'interlocuteur unique, il intervient pour le compte des régimes d'assurance maladie cités à l'article 5 de la présente convention ainsi que pour l'AME.

6.1 Supports utilisés

La facturation sera réalisée sur un bordereau de facturation des vaccins HPV, récapitulatif et unique. Les centres de vaccination utilisent le modèle national mis à leur disposition par la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam) et figurant en annexe 1 de la présente convention. Les données nécessaires à la facturation des vaccins HPV doivent y être inscrites.

6.2 Données nécessaires à la facturation

Le bordereau de facturation des vaccins HPV comprend les informations pour tous les bénéficiaires concernés.

Il doit comporter obligatoirement :

- Identification du centre de vaccination
- Nom et signature du responsable du centre
- Date de vaccination
- Code établissement
- Nom du collège
- Commune collège
- Numéro d'immatriculation (NIR) du parent sous lequel est rattaché l'élève (c'est-à-dire l'ouvrant droit)
- Date de naissance de l'élève
- Sexe
- Code postal de résidence de l'élève
- Régime d'assurance maladie (ex: régime général, MSA, ...)
- Type de contrat (droit commun, C2S, AME)
- Prix unitaire TTC
- Base de remboursement
- Montant à rembourser par l'AM
- Rang dose de vaccination (1 ou 2)
- S'il s'agit de la seconde dose du schéma de vaccination : le collégien(ne) a-t-il (elle) reçu la première dose en dehors du collège (ex: chez un pédiatre, un médecin généraliste, un pharmacien, ...).

Le bordereau de facturation des vaccins HPV est renseigné sous Excel et contresigné par la personne habilitée du centre de vaccination dont l'identité est mentionnée ci-après : Dr Marie-Emmanuelle Schumpp. Il est transmis de façon hebdomadaire aux caisses en format dématérialisé via l'outil Bluefiles.

Ce bordereau de facturation des vaccins HPV pourra être remplacé par l'alimentation d'un outil national, dont les modalités de transmission aux caisses seront détaillées par avenant.

Article 7 : Modalités de paiement des vaccins HPV

Les caisses règlent la totalité de la facture pour l'ensemble des régimes.

Les règlements sont effectués sous PROGRES PN à :

Identité :

Code Banque :

Code Guichet:

N° Compte:

Les caisses s'engagent à honorer les demandes de paiement présentées dans les deux mois qui suivent la réception des pièces justificatives.

Article 8 : Contrôle des règlements

Les caisses se réservent le droit de procéder à tout contrôle sur la réalité des frais engagés.

Le centre de vaccination s'engage à rembourser les caisses pour tout paiement effectué à tort à la suite d'erreurs ou d'omissions dont il est à l'origine et réciproquement.

Le centre de vaccination s'engage à constituer des dossiers conformes à la réglementation rendant possible ce contrôle.

TITRE II
Mise en œuvre de la facturation dématérialisée

Des travaux sont en cours pour trouver une solution technique dans les meilleurs délais.

TITRE III
Recours à des professionnels de santé extérieurs et rémunération à la vacation

Article 9 : Professionnels de santé concernés

Le centre de vaccination peut faire intervenir des professionnels de santé extérieurs, parmi les professions de santé suivantes :

- Médecins
- Infirmiers
- Sages-femmes
- Pharmaciens

Il peut s'agir de professionnels de santé ayant l'un des statuts professionnels suivants :

- Professionnels de santé libéraux conventionnés ;
- Autres professionnels de santé :
 - Salariés ;
 - Fonctionnaires ;
 - Sans activité ou retraités ;
 - Etudiants en 3ème cycle de médecine ou de pharmacie.

Le centre de vaccination adresse aux caisses la liste des professionnels extérieurs qu'il souhaite faire intervenir au moyen d'un document dont le modèle est défini nationalement, figurant en annexe 2 de la présente convention.

Cette liste est mise à jour en tant que de besoin. Les mises à jour sont transmises aux caisses en même temps que les bordereaux de facturation des vacations (annexe 3).

Article 10 : Rémunération des professionnels de santé extérieurs

Les professionnels de santé extérieurs intervenant pour le centre de vaccination sont tous rémunérés à la vacation par le Régime général de la Sécurité sociale selon les tarifs horaires indiqués ci-après, étant entendu que toute heure commencée est due :

Professionnels de santé libéraux conventionnés	Base honoraire
Médecins	75€ / heure
Pharmaciens / Sages-femmes	48€ / heure
Infirmiers	37€ / heure

Autres catégories de professionnels de santé	Tarif horaire brut
Médecins, étudiants 3e cycle	50€ / heure
Pharmaciens, étudiants 3e cycle/ Sages-femmes	32€ / heure
Infirmiers	24€ / heure

Pour les professionnels de santé appartenant aux autres catégories que les professionnels libéraux conventionnés, l'immatriculation des effecteurs et les obligations sociales (déclaration et paiement des cotisations et contributions sociales) relatives aux rémunérations perçues au titre de la vaccination sont assurées pour leur compte par l'URSSAF Caisse Nationale, sans démarche à effectuer par le professionnel concerné.

Article 11 : Modalités de facturation et de paiement des vacances

Aux fins de paiement des vacances réalisées par les professionnels de santé extérieurs qui sont intervenus durant la semaine écoulée, le centre établit et valide des bordereaux de facturation des vacances. Il les transmet aux caisses selon une fréquence hebdomadaire, via Bluefiles.

Toute première demande concernant un professionnel de santé extérieur intervenant qui n'est pas conventionné (et donc non identifié en tant que professionnel par l'Assurance Maladie), devra être accompagnée du formulaire d'identification national.

Le bordereau de facturation des vacances des professionnels de santé comprend les informations pour tous les bénéficiaires concernés. Il doit comporter obligatoirement :

- Identification du centre de vaccination
- Nom et signature du responsable du centre
- Dates de début et de fin de la semaine de réalisation des interventions
- Date d'envoi du document
- Identité du professionnel de santé
- Profession de santé exercée (ex: médecin, étudiant en pharmacie 3ème cycle ...)
- Statut juridique : (ex: libéral, retraite, fonctionnaire ...)
- Nombre d'heures réalisées par jour de la semaine concernée
- Signature du professionnel

A réception, les caisses vérifient que les professionnels de santé extérieurs faisant l'objet de demandes de rémunérations sur les bordereaux de facturation des vacances sont mentionnés sur la liste des professionnels de santé extérieurs transmise par le centre de vaccination. Si ce n'est pas le cas, le bordereau de facturation des vacances est retourné au centre de vaccination pour vérification et mise en conformité.

Les caisses procèdent au règlement des vacances pour les professionnels de santé libéraux conventionnés exerçant dans la zone géographique du centre de vaccination, et/ou pour les professionnels de santé appartenant aux autres catégories et résidant dans sa zone géographique.

Dans les autres cas, elles adressent les bordereaux à :

- La caisse du lieu d'exercice du professionnel de santé, pour les professionnels de santé libéraux conventionnés ;
- La caisse du lieu de résidence du professionnel de santé, pour les professionnels de santé appartenant aux autres catégories en joignant, le cas échéant, le formulaire d'identification national du professionnel.

Article 12 : Supports utilisés

Le centre de vaccination utilise le modèle national unique mis à disposition par la Cnam, figurant en annexe 3 de la présente convention. Les données nécessaires à la facturation des vacances des intervenants extérieurs doivent y être inscrites.

Le formulaire d'identification national, également mis à disposition par la Cnam et constituant l'annexe 4 de la présente convention, doit être renseigné par le professionnel de santé concerné et transmis par le centre de vaccination aux caisses lors de chaque première demande de paiement de vacation concernant un professionnel de santé extérieur qui n'est pas un professionnel de santé libéral conventionné.

Le cas échéant, les caisses adressent ce formulaire à la caisse du lieu de résidence du professionnel de santé concerné.

TITRE IV Dispositions communes

Article 13 : Durée de conservation par le centre de vaccination des documents originaux transmis aux caisses

Les originaux des bordereaux de facturation et autres documents prévus conventionnellement, qui auront été adressés aux caisses, sont conservés par le centre de vaccination sur une durée de 33 mois.

Article 14 : Mise en œuvre de la convention

Le centre de vaccination et les caisses désignent en leur sein un référent chargé de la mise en œuvre et du suivi de la convention.

Article 15 – Traitement des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties s'engagent à agir conformément à la réglementation entourant la protection des données personnelles et s'engagent à cet égard à respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées et traitées.

Les Parties s'engagent notamment à respecter toutes les obligations découlant du « Règlement 2016/679 » et à ce que les personnes autorisées aient accès aux données personnelles dans la limite de l'exécution de leurs prestations et s'engage à respecter la confidentialité liée à la Convention.

En matière de sécurité les Parties s'engagent à mettre en place et maintenir pendant toute la durée de la Convention toutes les mesures techniques et organisationnelles, notamment toutes les mesures de sécurité adaptées à la nature des données personnelles traitées et aux risques présentés par les éventuels Traitements effectués de manière à préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles.

Les Parties s'engagent à ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution de la présente convention.

Chaque partie s'abstient en tout hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de la présente convention à ses propres fins ou pour le compte de tiers, à l'exception de l'exécution de la convention et s'engage à modifier ou supprimer, à la demande de la personne dont les données sont traitées, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de données obligatoires, et en toute hypothèse, à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution du contrat toutes les données personnelles collectées à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

Les Parties s'engagent à informer sans délai l'autre partie de toute requête d'une personne concernée au titre de ses droits sur ses données personnelles et à coopérer pour faciliter la réponse à ces demandes.

Les Parties s'engagent à mettre en place, pour tout transfert de données personnelles, vers un pays tiers à mettre en place les garanties requises par la réglementation relative à protection des données personnelles applicables.

En cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée des données personnelles collectées dans le cadre de la convention, les Parties doivent dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance, se notifier mutuellement cette violation.

Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de l'établissement de l'analyse d'impact de cette

violation et à mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui seraient nécessaires

Les Parties s'engagent à coopérer afin de pouvoir notifier la violation des données personnelles à toute autorité de contrôle compétente et, éventuellement aux personnes concernées, en conformité avec la réglementation relative à la protection des données personnelles.

A l'expiration de la présente Convention ou en cas de résiliation anticipée pour quelque cause que ce soit, les parties conservent les données échangées dans le cadre de la convention. Cette conservation se poursuit jusqu'à l'achèvement des finalités licites pour lesquelles elles ont été collectées. A l'achèvement de ces finalités, les parties détruisent les données sauf finalités ultérieures compatibles avec la finalité initiale.

Chaque partie, lorsqu'elle est qualifiée de responsable du traitement, fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Chaque partie s'engage à informer les personnes dont elle recueille les données des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur.

Article 16 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est signée pour la durée de la campagne de vaccination du 1^{er} septembre 2024 au 30 juin 2025. Elle est renouvelée de façon tacite par période de 2 ans.

Article 17 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et les caisses. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Les modalités de financement des vaccins décrites dans le titre I seront modifiées par avenant dès qu'une proposition de procédure dématérialisée sera faite au centre par l'assurance maladie.

Article 18 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 3 mois.

Article 19 : Règlement des litiges

19.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 1 mois et supérieure à 3 mois.

19.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévu à l'article 19.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

, en trois exemplaires originaux.

Pour la CPAM du Bas-Rhin
M. Maxime Rouchon, Directeur

Pour le centre de vaccination
Le Président de la Collectivité
européenne d'Alsace

Pour la CPAM du Haut-Rhin
Christophe Lagadec, Directeur